

LES ACTUALITÉS

Trois adolescents blessés

Fusillade dans une école de Toronto

Toronto (PC) — Un adolescent de 17 ans a été grièvement blessé et deux autres garçons ont subi des blessures mineures, hier après-midi, lors d'une fusillade survenue dans le stationnement d'une école secondaire de Toronto.

L'incident s'est produit alors que les élèves s'apprêtaient à quitter le *high school* Emery Collegiate Institute, situé dans le nord-ouest de la ville.

Les victimes, deux adolescents de 17 ans et un jeune homme de 18 ans, ont été transportées à l'hôpital. L'un des adolescents a été grièvement blessé à la poitrine et sa vie pourrait être en danger. L'autre, âgé de 18 ans, a été touché moins sérieusement à l'abdomen, alors que le troisième a été blessé au coude.

L'un des garçons victimes de la fusillade fréquenterait le *high school* Emery alors que l'autre en serait un ancien élève; on ignore le lien entre le troisième et l'institution.

Les forces policières ont bouclé le secteur afin de tenter de retracer au moins un suspect, qui portait une arme à feu, selon certains reportages. Il n'a pas été précisé si le ou les suspects fréquentaient cette école. La police ignorait encore hier soir le mobile de la fusillade.

Les élèves n'auront pas à se rendre en classes aujourd'hui car on avait déjà prévu une journée pédagogique.

Harris troublé

Avant même que tous les détails n'aient été divulgués, le premier ministre Mike Harris a promis de rendre les écoles ontariennes plus sécuritaires. «J'ai deux fils d'âge scolaire et je suis profondément troublé par les actes de violence», a déclaré M. Harris par voie de communiqué. «La sécurité de nos enfants est primordiale. Je vais faire tout en mon pouvoir pour m'assurer que nos écoles et nos communautés ne courent aucun danger.»

La sécurité dans les écoles préoccupe de plus en plus les parents et les administrateurs scolaires depuis que des fusillades meurtrières ont eu lieu au Canada et aux États-Unis.

Assistés sociaux

Baisse de 23 % en quatre ans

Québec (PC) — Le nombre d'assistés sociaux au Québec est tombé à 622 000 en février.

Il s'agit d'une diminution de 23 % depuis quatre ans, s'est réjoui hier le ministre de la Solidarité sociale, André Boisclair, devant la commission parlementaire étudiant les engagements financiers de son ministère.

En effet, en février 1996, on comptait 815 500 assistés sociaux, soit presque 200 000 de plus que maintenant. En février de l'an dernier, on en dénombrait 663 100, soit 40 000 de plus que maintenant.

La diminution est attribuable à une nette amélioration de la situation économique, comme en témoigne également la réduction du taux de chômage à 8,2 %, a signalé le ministre Boisclair.

Les données, émanant de la Direction de la recherche et de la statistique du ministère, mettent en relief que les 396 000 ménages vivant de l'aide sociale comptent 446 000 adultes et 176 000 enfants. Pour la première fois depuis 1991, le nombre d'assistés sociaux se maintient à un niveau inférieur à 10 % de la population, soit 9,7 %.

Une seule catégorie n'a pas vu son nombre diminuer, soit les 113 000 adultes «présentant des contraintes sévères à l'emploi». Ce jargon désigne les personnes de 55 ans et plus, trop âgées pour être replacées sur le marché, ou encore les personnes ayant des handicaps majeurs.

Sommet du Québec et de la jeunesse

La CSN se retirera si l'on parle de réductions d'impôt

Les groupes de jeunes tiennent à ce que leurs priorités soient à l'avant-plan

PRESSE CANADIENNE

La CSN ira finalement au Sommet de la jeunesse mais en l'yr irait des balises strictes. Elle se retirera notamment si l'on y discute de réductions d'impôts ou de la dette.

C'est après presque cinq heures de débats répartis sur deux jours, mercredi soir et hier, que les délégués au conseil confédéral spécial de la CSN ont adopté cette position hier à Montréal.

La Confédération des syndicats nationaux se rendra donc au Sommet du Québec et de la jeunesse qui se tiendra du 22 au 24 février dans la capitale provinciale mais y respectera un mandat qui a été bien balisé par les délégués.

Ainsi, pas question de laisser le Sommet de la jeunesse bifurquer vers des préoccupations autres que celles des jeunes, même si elles sont à caractère social plus large.

Par exemple, si des représentants patronaux tentent d'y aborder la réduction de la dette ou la baisse des impôts, les représentants de la CSN ont même le mandat de quitter la salle, prévenant lors d'un point de presse le président de la CSN, Marc Laviolette.

Ce sont des priorités des jeunes qu'il faudra discuter au Sommet de la jeunesse, plaident à son tour le président du comité national des jeunes de la CSN, Eric Morin.

Le débat a été laborieux au sein des délégués des différents syndicats et entités de la CSN, divisés en deux camps.

Certains craignent d'être «recupérés» comme ce fut le cas, selon eux, lors du Sommet sur l'économie et l'emploi de l'automne 1996, où le gouvernement avait annoncé un consensus sur la lutte pour atteindre le déficit zéro alors que, pour la CSN, le consensus portait plutôt sur la nécessaire création d'emplois, a rapporté M. Laviolette.

D'autres délégués croyaient au contraire que la centrale devait participer au Sommet de la jeunesse, profitant de cette tribune pour faire valoir les revendications des jeunes sur l'éducation, la pauvreté, l'accès aux emplois, l'accès à la syndicalisation, la hausse du salaire minimum, etc.

C'est finalement par un vote approximatif des trois quarts que les délégués ont décidé d'entériner la participation «conditionnelle» de la centrale syndicale au Sommet du Québec et de la jeunesse.

Les jeunes affirment leurs priorités

Les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire de même que les comités de jeunes de la CSN et de la CEQ n'ont pas l'intention de laisser le Sommet de la jeunesse aborder les questions de la dette et des réductions d'impôts.

Un autre regroupement de jeunes, Force Jeunesse, n'est toutefois pas du même avis. Son président, Martin Koskinen, trouve au contraire pertinent d'y discuter de la dette puisque ce sont les générations futures qui devront la payer.

Ce sont les priorités des jeunes qui devraient être discutées au Sommet du Québec et de la jeunesse, plaident en conférence de presse Daniel Baril, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Celui-ci craint que le sommet ne serve de fourre-tout pour des débats qui peuvent être faits sur d'autres tribunes, comme le financement de la santé, la réduction des impôts ou celle de la dette.

Ces priorités des jeunes sont le réinvestissement en éducation, la création d'«emplois de qualité», l'accès à la syndicalisation, la hausse du salaire minimum, le réinvestissement dans les programmes sociaux, ont énuméré les quatre jeunes porte-parole présents à la conférence de presse.

Une manif au dîner



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LA TUQUE BIEN ENFONCÉE, des membres de la Centrale des professionnelles et professionnels de la santé (CPS) ont manifesté hier midi devant le bureau montréalais du premier ministre Lucien Bouchard. Les syndiqués grognent contre la lenteur de leurs négociations avec le Conseil du trésor et réclament une convention collective qui inclue un redressement salarial équivalent à celui accordé aux infirmières. La CPS représente 9000 membres dont 50 % sont des techniciens de la santé. Une autre manifestation aura lieu le 17 février devant les locaux du Conseil du trésor à Québec. Si rien ne bouge, la CPS met le gouvernement en garde: le comité de négociation envisage des moyens de pression plus lourds. La grève est une option.

Les orphelins de Duplessis à la une du Los Angeles Times

PIERRE APRIL
PRESSE CANADIENNE

Québec — Le triste sort des orphelins de Duplessis a fait la une d'un des plus grands et prestigieux quotidiens au monde, le *Los Angeles Times*.

«C'est très gênant pour toute la population québécoise que ce journal renommé dresse un portrait de la situation des orphelins de Duplessis en insistant sur le comportement inconvenant du premier ministre Lucien Bouchard», a affirmé hier la porte-parole libérale Madeleine Bélanger. Il s'agit là, selon elle, d'une bien triste représentation «de ce qui ne devrait pas se passer au Québec».

Dans un long reportage, intitulé «Maladie mentale par décret», la journaliste Maggie Farley raconte l'histoire de ces orphelins, de la vie qu'ils ont vécue dans 12 orphelinats transformés en autant d'institutions psychiatriques, où on a

retenu pas moins de 3000 enfants afin d'obtenir des subventions plus généreuses du gouvernement québécois de l'époque. En effet, a noté la journaliste, une politique du gouvernement de Maurice Duplessis accordait des subventions trois fois plus élevées pour un enfant atteint de maladie mentale qu'à un simple orphelin, d'où le changement de vocation des établissements dirigés par des religieux.

Le reportage publié hier a rappelé ces modifications apportées aux dossiers médicaux des orphelins qui, du jour au lendemain, devenaient des malades mentaux. «Dans le Québec des années 50, peut-on lire, l'Église catholique a changé, en une journée, des orphelinats en hôpitaux psychiatriques pour des raisons purement économiques.»

La journaliste rappelle qu'il aura fallu 40 ans pour que les orphelins de Duplessis s'organisent et demandent à l'Église et à la société québécoise de s'excuser.

Demandeurs d'asile

Ottawa doit assouplir sa politique

Le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique s'allient

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

tratives placent les personnes et les familles dans des situations très difficiles à vivre. Ottawa doit bouger.»

Québec exige du gouvernement fédéral qu'il transforme profondément le processus de traitement des demandeurs d'asile. La même demande avait été présentée voilà deux ans mais le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Robert Perreault, la réitére de concert avec ses homologues de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Ils ont tous trois tenu des conférences de presse à ce sujet à Montréal, Toronto et Vancouver hier.

Les trois provinces en question reçoivent 97 % des demandeurs d'asile au Canada. Depuis le milieu des années 80, le Québec a reçu 160 000 demandeurs d'asile et assumé des dépenses de 1,5 milliard en services d'accueil et de séjour. En 1999 seulement, il est arrivé 12 000 demandeurs d'asile à Montréal, ceux-ci transitant à 70 % par les États-Unis.

Le ministre Robert Perreault a déclaré à leur sujet: «Le Québec demeure une terre ouverte à l'immigration. C'est pour ça qu'il faut que les problèmes se règlent, sinon ils pervertissent le processus dans l'esprit des gens.»

Les trois provinces demandent de réduire le délai maximal de traitement des demandeurs d'asile à six mois. Lundi prochain, M. Perreault doit rencontrer le ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Mme Caplan, et il compte aborder cette question avec elle.

Il donne l'exemple de la pénible situation que vivent dix jeunes Chinois mineurs qui se trouvent encore, après sept mois, au Centre fédéral de détention de Laval, ou celui de cette dame qui a reçu une ordonnance de renvoi du fédéral après avoir passé 18 ans sur le territoire québécois. Le ministre Perreault en conclut: «La gestion actuelle entraîne des drames humains inacceptables. Les délais d'attente sont trop longs, les lenteurs administratives placent les personnes et les familles dans des situations très difficiles à vivre. Ottawa doit bouger.»

Fort pourcentage

S'il n'y avait que 500 demandeurs d'asile au Canada, il n'y aurait pas de problème, a-t-il finalement affirmé. Mais le pourcentage des demandeurs d'asile au Canada dépasse largement ce qui se fait dans les autres pays.

Il reste ainsi préoccupé par la gestion fédérale du mouvement des personnes ayant sollicité l'asile. Le ministre Perreault précise: «Il en coûte actuellement plus de 80 millions de dollars par année au Québec pour prendre en charge les personnes en attente d'une décision fédérale. Lorsque le gouvernement fédéral sera entièrement responsable de tous les coûts d'accueil et de séjour pendant la période de traitement, il sera davantage préoccupé d'apporter les correctifs nécessaires.»

Face à la crise actuelle, il résume la position du Québec en ces termes: «Ceux qui ont le statut de réfugié en vertu de la convention de Genève, on doit les accepter, mais il est anormal qu'ils attendent deux ans. Si on nous donne le contrôle des demandeurs d'asile lors de la révision de la Loi sur l'immigration, nous allons les traiter plus efficacement.»

En outre, la situation se détériore pour la sélection des étrangers. Auparavant, il fallait huit mois pour l'émission des certificats de sélection, mais ce délai s'est étiré à 18 mois. C'est que l'allongement des délais d'émission des visas de résidence permanente par l'ambassade du Canada à Paris sont, eux, passés de sept à douze mois. «La situation empire, elle ne s'améliore pas.»

Le ministre Perreault conclut: «Le gouvernement du Québec déploie beaucoup d'énergie pour s'assurer d'atteindre ses objectifs en immigration, notamment en ce qui concerne les immigrants francophones. Mais tous nos efforts risquent d'être inutiles.»

Ostéoporose

Santé Canada approuve un nouveau médicament

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Ceux qui souffrent d'ostéoporose seront soulagés, un nouveau traitement prometteur venant tout juste de recevoir le sceau de Santé Canada. Distribué ailleurs dans le monde depuis 1987, ce vaporisateur nasal soulage et stoppe la détérioration des os.

Ce médicament s'appelle le Miacalcin et il est fabriqué par la firme suisse Novartis. Une seule dose est nécessaire chaque jour et le vaporisateur coûte 49 \$ par mois. Il se prend avec des suppléments de calcium et de vitamine D. Fait à base de calcitonine de saumon synthétique, le traitement atteint rapidement la circulation sanguine. «Il est bien toléré par les patientes, révèle le chef scientifique principal de la compagnie, le Dr Moïse Azria. Il n'y a pas de perturbation gastro-intestinales ou de répercussions sur le style de vie.»

Au Canada, une femme sur quatre âgée de plus de 50 ans souffre d'ostéoporose. Chez les hommes, ils sont un sur huit à en être atteints. Cette maladie diminue la masse osseuse (jusqu'à 30 %) et détériore les tissus osseux, rendant les membres fragiles aux fractures. Celles de la hanche, de la colonne vertébrale et du poignet sont les plus courantes. Chaque année, on rapporte plus de 25 000 fractures de la hanche et environ 70 % d'entre elles sont reliées à cette maladie dégénérative.

Selon la Société d'ostéoporose du Canada, la facture du traitement de l'ostéoporose s'élève à 40 \$ par secon-

de et on enregistre une fracture ostéoporotique à toutes les neuf secondes. Une personne en meurt toutes les six heures. En fait, 20 % des personnes atteintes de la maladie décèdent. «L'ostéoporose est responsable d'un plus grand nombre de décès que les cancers du sein et de l'ovaire réunis», souligne la présidente de la Société d'ostéoporose du Québec, Suzanne Hébert.

Surtout les femmes

La maladie affecte particulièrement les femmes ménoposées. Elle entraîne une déformation progressive de la colonne vertébrale. Arrive alors un affaiblissement des vertèbres et une perte de taille. En examinant les données d'une étude qui a suivi pendant cinq ans 1255 femmes atteintes de la maladie (certaines utilisant le médicament et d'autres, un placebo), des chercheurs ont constaté que la Miacalcine diminue de 36 % le nombre de fractures. «Le traitement est très commode, il n'y a qu'une inhalation par jour et cela donne un effet analgésique», note le Dr Richard Dumas, endocrinologue à la Cité de la santé de Laval. Selon lui, la médecine vient de se doter d'une nouvelle arme dans l'arsenal thérapeutique.

Eliane Delpeuch prend le médicament depuis trois mois et, déjà, elle dit qu'elle a vu sa condition s'améliorer. Alors que la douleur la réveillait trois ou quatre fois par nuit auparavant, elle ne se réveille plus qu'une fois. «Au bout de 25 ans de douleur, le jour où on dort mieux, c'est merveilleux.»

Le corbeau, le bidou



Pourquoi remettre à demain ce qu'on peut commencer dès aujourd'hui ?

et le prêt REER.

Nous offrons maintenant un prêt REER ! Facile d'accès, le prêt REER Placements Québec est admissible pour tous nos produits REER. Profitez-en pour vous procurer l'avantageux REER à taux progressif Placements Québec offrant 6,25 % la première année incluant le boni d'intérêt de 1 %.

Québec
Placements Québec
www.placementsqc.gouv.qc.ca

Le ministre des Finances peut modifier les taux qui seront offerts sur les prochaines émissions.

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et tous les samedis de janvier et février, de 10 h à 16 h.

Pour la région de Québec composez le 521-5229.

REER
à taux
PROGRESSIF
PLACEMENTS
QUÉBEC

1 800 463-5229

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

TRANSACTION

SUITE DE LA PAGE 1

Les actions de Donohue, puis celles d'Abitibi-Consol, ont été frappées d'un interdit de transaction hier sur le parquet de Toronto. Si Donohue est demeurée silencieuse, Abitibi-Consol a émis un bref communiqué dans lequel la plus importante papetière d'Amérique du Nord soulignait qu'elle «menait en ce moment des négociations à un stade avancé relativement à un important regroupement d'entreprises». Elle a ajouté espérer «être en mesure de dévoiler tous les détails de l'opération d'ici demain [aujourd'hui]», soulignant cependant qu'elle «ne pouvait garantir qu'une entente ferme serait conclue à cet égard».

L'addition devenait ainsi facile à faire, les premières réactions plaçant Donohue, n° 3 en Amérique du Nord, dans les bras d'Abitibi-Consolidated. L'action de Donohue s'est enflammée la semaine dernière après que des rumeurs ont fait état d'une vente possible de Donohue par Quebecor, qui retient 20 % des actions mais 63 % des droits de vote. Donohue avait alors déclaré «que la compagnie examinera différentes solutions mais n'a aucune information à divulguer à ce moment. Comme indiqué, aucune entente n'a été conclue à ce jour et il n'y a aucune garantie qu'une quelconque transaction interviendra».

L'action classe A de Donohue venait de clôturer à 36 \$, en hausse de 7,60 \$ par rapport à la veille. C'était jeudi dernier. Avant l'arrêt des transactions hier, elle était en hausse de 2,50 \$ à 37,30 \$.

Le marché valorise actuellement Donohue à 4,6 milliards. Et la position vendeur de Quebecor serait plausible,

dit-on dans la communauté financière, maintenant que cet empire, qui abrite le plus important secteur d'imprimerie au monde et la deuxième chaîne de journaux au Canada, travaille davantage à son intégration horizontale. Le président et chef de la direction, Pierre-Karl Peladeau, a également ajouté que les efforts de développement à venir allaient mettre l'accent sur les «nouveaux médias».

De plus, l'endettement de Quebecor et la charge financière se sont alourdis après l'acquisition, coup sur coup, de Sun Media Corp., pour un milliard, et de World Color Press, pour 2,9 milliards \$ US. La vente de son placement dans Donohue, à un prix estimé à 40 \$ l'action, lui rapporterait environ un milliard avant impôts, une imposition qui pourrait être reportée si la transaction se faisait par un échange d'actions.

Donohue à la tête

Mais peu adhérent à un scénario plaçant Abitibi-Consol en tête de ce mouvement de regroupement. Au contraire, disait-on hier sous le couvert de l'anonymat, si un tel mariage survenait, il se ferait par échange d'actions et aurait pour conséquence de placer l'équipe dirigeante de Donohue à la tête de la nouvelle entité. On a en tête, en guise de référence ici, le regroupement orchestré entre Alcan, Péchiney et Alusuisse. Ou encore cette opération, avortée il y a quelques années, qui plaçait Domtar à la tête d'une fusion impliquant les papeteries Avenor et Repap.

Le rôle de chef d'orchestre dévolu à Donohue est d'autant plus intéressant qu'Abitibi-Consol n'a pas les moyens de procéder à l'acquisition de cette dernière et que son équipe de direction «n'a rien cassé» depuis la fusion, il y a

trois ans, d'Abitibi-Price et Consolidated-Bathurst. De plus, les gains de synergie de 200 millions par année promis alors ne se sont toujours pas matérialisés et les installations d'Abitibi sont davantage désuètes. «Les actionnaires d'Abitibi-Consol, mécontents du rendement de leur placement, ne désespèrent pas s'en remettre à un regroupement dirigé par l'équipe de Donohue, une papetière moderne, plus performante, parmi les plus rentables de son industrie», a-t-on pris soin d'ajouter.

Enfin, les analystes ont souligné que le regroupement en cours devrait impliquer plus de deux joueurs tellement l'industrie du papier journal a besoin d'être rationalisée et ses capacités excédentaires, ajustées. Si le nom de Produits Forestiers Alliance est sorti lors des discussions, le gros de l'attention est porté vers de puissants joueurs européens, comme la finlandaise Stora Enso, intéressée à conclure une entente avec les deux sociétés canadiennes, ou UPM-Kymmene, qui aimerait faire une percée importante en Amérique du Nord, ces entreprises étant les deux plus grands producteurs de papier et de carton en Europe.

La candidature de l'américaine Bowater, deuxième en Amérique du Nord, ne serait également pas à exclure.

Reconnue pour être l'une des plus rentables de son industrie, beau temps, mauvais temps, Donohue a enregistré un bénéfice net de 212,4 millions et un chiffre d'affaires record de 2,5 milliards l'an dernier. Abitibi-Consolidated, de son côté, a perdu 278 millions en 1999 sur un chiffre d'affaires oscillant autour de 3,6 milliards. La perte de 1999 comprend cependant d'importantes charges de restructuration, renfermant les coûts associés à la réduction de 10 % des effectifs et la fermeture d'usines, comme celles de Chandler et Trois-Rivières.

JUGES

SUITE DE LA PAGE 1

profitent des retombées du jugement, à l'exception de ceux de Montréal, Québec et Laval. Les magistrats de ces trois villes reçoivent en effet la même rémunération que leurs collègues de la Cour du Québec. Les augmentations sont rétroactives au 1^{er} janvier 1999 et doivent être attribuées sans délai.

Le gouvernement du Québec étudie la possibilité de porter la cause en appel.

Le salaire des juges municipaux était demeuré inchangé depuis 1991. Tous les trois ans, un comité indépendant doit faire un rapport et suggérer la rémunération des juges des cours municipales. Ce comité, composé d'un actuaire, de deux économistes et d'un avocat et ex-juge, s'est réuni pour la dernière fois en août 1998, date à laquelle il conseillait d'augmenter les salaires de 500 à 600 \$ pour une séance et de 250 à 450 \$ pour une demi-séance. À l'invitation du gouvernement, l'Assemblée nationale a voulu couper la poire en deux, fixant les montants à 520 \$ la séance et 260 \$ la demi-séance. Insatisfaits, les juges municipaux ont pris la voie des tribunaux.

Mais l'Assemblée nationale avait l'obligation légale d'expliquer les motifs de son refus, ce qu'elle n'a pas fait à la satisfaction du juge Dalphond. «Aucun motif n'a été donné quant au refus de la recommandation concernant la demi-séance, ce qui ne peut constituer une réponse rationnelle. Quant au refus d'augmenter la rémunération pour une séance normale à 600 \$, les motifs invoqués n'ont aucun fondement factuel et sont même contredits par les faits mis en preuve», écrit Pierre Dalphond dans le résumé du jugement. Il en conclut que la résolution adoptée par l'Assemblée nationale est inopérante, et que les recommandations du comité indépendant doivent être appliquées.

Le gouvernement n'a fait aucune évaluation du travail des juges municipaux avant de se prononcer en faveur d'augmentations moindres. C'est ce qui fait dire à Raymond Nepveu, l'un des avocats des juges municipaux, qu'il y avait «absence totale de preuve de la part du gouvernement».

Le juge Dalphond estime par ailleurs que les juges municipaux doivent jouir de la même indépendance que leurs collègues de la Cour du Québec. Afin de préserver cette indépendance, chaque province a l'obligation constitutionnelle de mettre en place «un processus indépendant, objectif et efficace» pour déterminer les salaires. À cet égard, le comité indépendant «est un critère institutionnel indispensable», affirme le juge Dalphond.

Pour M^r Nepveu, ce jugement est réjouissant à moult égards. «C'est la première fois qu'un tribunal reconnaît de façon aussi claire la contribution des juges municipaux à l'administration de la justice. Le principal reproche que M. Dalphond fait au gouvernement, c'est qu'il ignore complètement leur travail. [...] On espère que ça va enterrer une fois pour toutes le vieux préjugé que certains avocats et juges entretenaient à l'égard des juges municipaux, en disant qu'il s'agissait de juges de cours inférieures.»

Avant de proposer une hausse des salaires, le comité indépendant avait minutieusement étudié les conditions de travail des juges municipaux. L'organisme a constaté que le nombre d'affaires entendues par les juges municipaux a considérablement augmenté au fil des ans, en même temps que les causes ont gagné en complexité. Seuls les salaires restaient inchangés.

STCUM

SUITE DE LA PAGE 1

les deux parties à une séance de médiation, le but étant de leur permettre d'exposer leurs points de vue respectifs. On se souvient que le syndicat s'oppose catégoriquement à la décision de son employeur de couper dans les cotisations des régimes de retraite. En définitive, la séance de médiation vise à concilier les positions divergentes, à mettre fin au conflit et à ramener le service à la normale.

Or le matin même, une alerte à la bombe est venue envenimer encore davantage le climat, lequel ne cesse de se dégrader depuis des mois.

À 5h30, un appel a été reçu concernant un colis suspect au centre de transport de Saint-Laurent, qui compte en temps normal 240 véhicules et dessert quelque 40 lignes d'autobus.

«Un appel a été placé au 911. Une bombe aurait été placée sur le banc d'un autobus, dans le garage», a expliqué Caroline Courbeau, agente au Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM).

Le garage a immédiatement été évacué. La section technique de la police est arrivée sur les lieux à 8h. À 9h, ils ont fait exploser le colis. «Il ne contenait aucun explosif», a précisé l'agente. Une demi-heure plus tard, le périmètre était rouvert.

Mais avant que tous les employés ne retournent à leurs postes, avant que les autobus ne soient remis en fonction, il s'est passé du temps. Ce sont les usagers qui en ont le plus souffert. En plus de la centaine d'autobus circulant en moins quotidiennement à cause du ralentissement de travail de la part des employés des services d'entretien, en plus de tout le travail accumulé dans les centres de réparation, quelque 200 autobus du garage de Saint-Laurent sont restés immobilisés à cause de cette fausse alerte. Résultat? Il manquait quelque 300 autobus, entre 8h et 10h, soit en pleine heure de pointe du matin.

Ce genre d'alertes à la bombe est-il fréquent? «Nous avons parfois des appels dans le métro. Pour les autobus, c'est peu fréquent», a témoigné Odile Paradis, porte-parole de la STCUM.

Et soupçonne-t-on les employés des services d'entretien? «Il est trop tôt pour faire des liens», a-t-elle poursuivi. Depuis le mois de décembre, la tension entre les deux parties n'a cessé de monter. En moyenne, une centaine d'autobus restent immobilisés chaque jour au garage à cause des ralentissements de travail. La STCUM accuse aussi les employés du service d'entretien de vandaliser des pièces d'équipement et de manifester pendant les heures de travail.

Hier, le président de la CSN, Marc Laviolette, interrogé dans le cadre de la réunion spéciale du conseil confédéral de la CSN sur le Sommet de la jeunesse, est intervenu pour dénoncer l'appel à la bombe, qu'il a jugé «tout à fait condamnable». «Ce genre de geste isolé est tout à fait inadmissible», a-t-il précisé. Par ailleurs, il s'est rallié à Gaëtan Châteauneuf, président du syndicat du transport de Montréal, en affirmant que c'était la STCUM qu'il fallait tenir responsable du conflit. «La déclaration de guerre, c'est la STCUM qui l'a faite.»

La séance de conciliation n'a pas débouché hier. Un ajournement a été décidé et les discussions doivent reprendre ce matin. «Tout peut arriver», a seulement voulu commenter Céline Jacob, agente d'information au Conseil des services essentiels.

Avec la Presse canadienne

FRAGILE

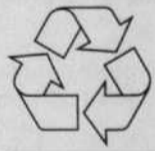
SUITE DE LA PAGE 1

Deuxième chose, ces champions de l'économie numérique, plus préoccupés de leurs rêves de changer le monde et de leurs actions en Bourse, semblent avoir bien peu de considération pour les questions de sécurité. À tout le moins, on peut dire sans se tromper qu'ils étaient fort mal préparés pour ce genre d'assaut, dont on connaît pourtant la nature depuis déjà un certain temps. En août dernier, par exemple, les serveurs de l'université du Minnesota ont été victimes du même genre de délit, perpétré à partir de 227 ordinateurs. Bien sûr, c'est au niveau des ordinateurs qu'on est installé les logiciels d'attaque par saturation que se situent les principales failles, mais les administrateurs des sites Web visés auraient quand même pu être mieux préparés.

L'attaque des derniers jours, malgré tout le bruit médiatique auquel elle a donné lieu, a eu somme toute peu de conséquences fâcheuses, si ce ne sont quelques manques à gagner. Tout au plus a-t-elle bloqué l'accès pendant quelques heures. Elle n'a occasionné ni destruction de données ni vol de renseignements confidentiels sur les usagers. Cependant, elle aura certainement rendu les consommateurs encore plus frileux qu'ils ne le sont déjà en ce qui a trait à la sécurité de la navigation en ligne.

Est-ce à dire qu'il faille recouvrir Internet et ses activités d'un blindage à toute épreuve, d'un carcan qui le rendrait imperméable à toute attaque? Est-ce à dire qu'il faille céder aux pressions de ceux, nombreux dans les sphères du pouvoir, qui voudraient exercer un contrôle tous azimuts sur le réseau des réseaux? Surtout pas, et pour une raison bien simple. Ce qui rend Internet si vulnérable, c'est son caractère ouvert et décentralisé, les deux caractéristiques qui en font par ailleurs un mode de communication unique et sans précédent. L'encarcener sous prétexte que le premier pirate venu peut le faire plier serait une erreur dont nous, simples usagers, ferions les frais.

Géant aux pieds d'argile, certes, Internet a besoin d'un environnement plus sûr sans pour autant perdre son essentiel caractère ouvert. Géant aux pieds d'argile, certes, et c'est tant mieux.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

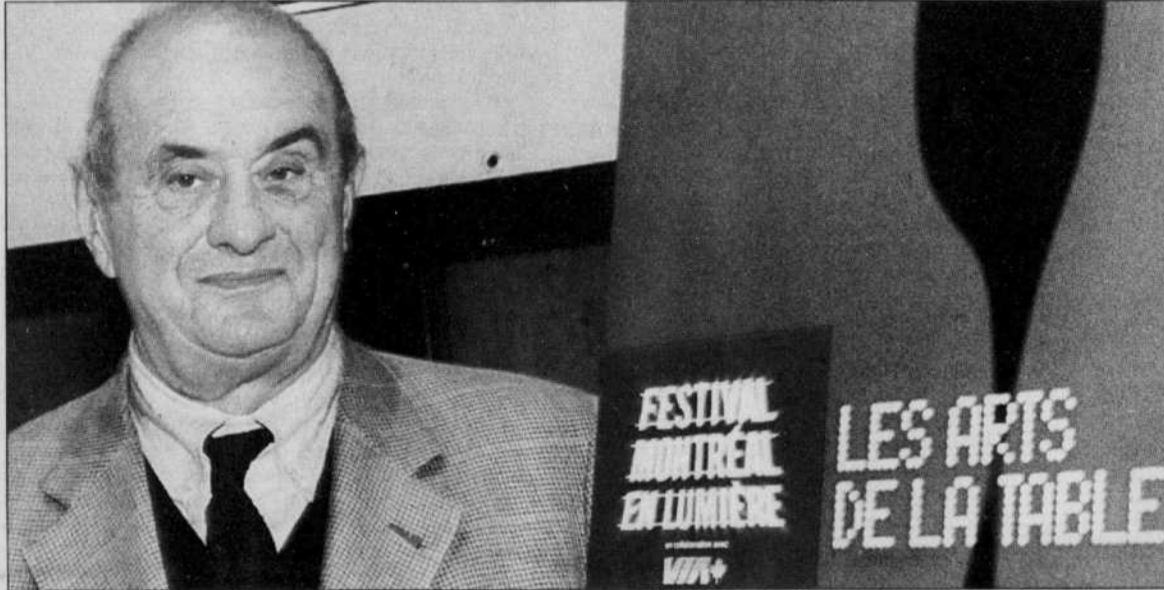
Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Illustre invité



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

C'EST le célèbre chef français Paul Bocuse qui a hérité de la présidence d'honneur du volet «Les arts de la table SAQ» au Festival Montréal en lumière, qui commence demain et se terminera le 4 mars. C'est aux Bocuse, cuisiniers de père en fils depuis le XVII^e siècle, que l'on doit le retour à une restauration élaborée avec des produits du terroir, laquelle a inspiré des chefs dans le monde entier.

OUBLIER

SUITE DE LA PAGE 1

Tout à tour, les leaders de la communauté juive se sont succédés au micro, au cœur du centre-ville de Montréal, rue Sherbrooke. «Le Canada doit rappeler son ambassadeur! Si le gouvernement canadien n'est pas capable de combattre les forces du mal, ses citoyens, eux, doivent se réveiller», scandait le rabbin Poupko. «Se taire, c'est être complice. On ne peut pas faire continuer son petit bonhomme de chemin, comme si de rien n'était.»

C'est bien ce que croit John Franken. «La menace d'un autre Holocauste ne plane pas au-dessus de nos têtes de façon immédiate, mais il ne faut pas oublier que le régime hitlérien s'est lui aussi installé tout en douceur, en 1933.»

À-t-on déjà pu oublier tout cela, en une petite moitié de siècle?, se demande-t-il. Il raconte son histoire, et on souhaite que des écoliers puissent l'entendre aussi au lieu de s'ennuyer à leurs cours magistraux d'histoire. «Ma femme et moi formons un petit couple de miraculés. J'étais prisonnier de guerre au Japon, et le 9 août 1945, je me trouvais à Nagasaki, dans le fond d'une mine de charbon. Ma conjointe, elle, est une rescapée d'Auschwitz. Deux fois plutôt qu'une, elle s'est retrouvée dans une chambre à gaz. Et les deux fois, elle s'en est tirée: ces jours-là, les Allemands ont manqué de gaz...»

M. Franken et sa conjointe ont donc vu neiger, mais ils ne comprennent pas. «Pourquoi le monde n'est-il pas encore en mesure de se débarrasser d'hommes comme Jörg Haider?», demande M. Franken.

Sarah Igelfeld, elle, n'a pas vécu la Seconde Guerre mondiale, mais sa famille entière a été décimée par ce sombre épisode du dernier siècle. «Mes grand-parents ont été tués dans des camps de concentration, de même que mes oncles et tantes. Mes parents ont réussi à s'enfuir mais ont atterri dans des camps de travail en Sibérie. Et aujourd'hui, il semble qu'on n'ait rien retenu de l'histoire. Je suis ici, à manifester, mais pourrais-je en faire plus? chose certaine, tous ceux qui sont dotés d'un cœur et d'une conscience doivent absolument éviter de se rendre en Autriche et de contribuer à l'industrie touristique du pays.»

Devant le consulat de l'Autriche, hier, se trouvaient aussi quantité de jeunes et plusieurs Montréalais qui n'apparti-

ent pas à la communauté juive. Du nombre, Olga Prussiani Laskowsky. Née à Casablanca, au Maroc, de parents italiens, et mariée à un Russe. «C'est moi qui ai prévenu ma copine juive de la tenue de cette manifestation. L'élection de Haider ne concerne pas que le peuple juif mais tout le monde.»

N'empêche, les récents événements n'ont pas la même résonance pour tous et certains les reçoivent comme une giflette. C'est le cas de la présidente de la section québécoise du Congrès juif canadien, Dorothy Zalchman Howard, petite-fille d'un juif autrichien et fille de rescapés d'Auschwitz et de Dachau. «Cinquante-cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, après l'extermination de six millions de juifs [...], comment est-il possible qu'un sympathisant nazi rejoigne le gouvernement de coalition autrichien? [...] Le gouvernement canadien doit réagir sans attendre et avec vigueur pour dénoncer le racisme et la xénophobie. Le Canada doit sévir contre l'Autriche et cesser toutes relations bilatérales avec elle.»

Mangit Singh, un sikh d'origine indienne, rappelait, lui, qu'on ne pouvait faire autrement que de reconnaître le jeu démocratique qui a permis l'élection de Haider. «Seulement, fait-il remarquer, il faut qu'il sache que le monde entier s'oppose à son inacceptable idéologie.»

Le parcours de Haider

La carrière politique tout entière de Jörg Haider est parsemée de prises de position d'extrême droite.

Entre autres exemples éloquentes, en septembre 1995, lors d'un discours devant des vétérans SS, Haider avait loué ces «hommes respectables et de caractère, restés fidèles à leurs convictions même quand souffrent des vents contraires».

Dans son discours de campagne pour les élections législatives d'octobre 1999, il se montrait tout aussi peu inspiré: «Nous n'avons pas besoin d'étrangers, nous avons besoin d'une politique familiale raisonnable.»

Déjà, en 1995, Haider disait rêver de devenir chancelier, poste qu'il n'a cependant pas revendiqué, ces dernières semaines, bien conscient de la controverse qu'il soulève.

Ici, au ministère des Affaires étrangères, on explique que le Canada suit de près l'évolution de la situation et qu'il limite ses relations avec le gouvernement autrichien.

CARBURANT

SUITE DE LA PAGE 1

En d'autres termes, pas de plafonnement des prix, comme le souhaite entres autres le président de la CSN, Marc Laviolette. Interrogé hier dans le cadre d'une réunion spéciale du conseil confédéral de la CSN portant sur le Sommet de la jeunesse, le président a affirmé que le gouvernement du Québec avait le pouvoir de plafonner les prix du pétrole, contrairement à ce qu'il affirme depuis des semaines. «Quand il dit qu'il ne peut rien faire, c'est faux!», s'est-il exclamé.

Marc Laviolette a également proposé que le gouvernement atténue la hausse des prix du pétrole en coupant dans les taxes. «Il ne faut pas oublier que le gouvernement a une taxe ascenseur sur le pétrole. Plus le pétrole augmente, plus le gouvernement a de rentrées d'argent», a-t-il indiqué.

En effet, le prix du litre d'essence ne cesse d'augmenter, à tel point qu'il connaît ces jours-ci des sommets jamais vus. Même pendant la crise du Golfe, jamais les prix n'avaient été aussi élevés. Entre mercredi et hier, le prix de l'essence a bondi de plusieurs cents le litre dans la plupart des villes du Québec, atteignant les 74 ¢. Selon les spécialistes, il pourrait même monter jusqu'à 80 ¢ le litre d'ici l'été.

Les camionneurs s'impatientent

Tout le monde commence à exprimer sa grogne face à une situation de plus en plus intenable. Hier matin, une vingtaine de camionneurs indépendants de Rouyn-Noranda ont entrepris une série de moyens de pression. Les routiers ont notamment empêché la circulation des camions en exigeant des expéditeurs une clause d'indexation pour le prix du diesel.

Selon le syndicat national du transport routier de la CSN, une cinquantaine d'indépendants auraient tout perdu au cours des deux derniers mois en Abitibi-Témiscamingue.

Les routiers ont l'intention d'élargir leurs moyens de pression au cours des prochains jours. Entre autres, ils entendent visiter les scieries, les compagnies forestières et les distributeurs de produits du pétrole de la région.

Par ailleurs, la CSN a invité les camionneurs à se rendre aujourd'hui devant le bureau du comté de Joliette du ministre des Transports, Guy Chevette, afin d'y démontrer leur mécontentement. Les convois de camions sont attendus vers 13h30.

Avec la Presse canadienne

LE DEVOIR

LES SPORTS

Capitals 1, Canadien 0

Si Théodore comptait des buts...

PRESSE CANADIENNE

José Théodore, qui avait blanchi les Capitals 1-0 à Washington plus tôt cette saison, n'a pu tout faire seul hier, et cette fois, c'est le Canadien qui a perdu par le même score au Centre Molson en subissant une 19^e défaite sur 28 par un but.

Théodore, qui a permis au Canadien de rester dans le match jusqu'à la fin, a fini par céder devant Andrei Nikolishine, deux secondes après la conclusion d'une punition à Patrice Brisebois, à 7:48 de la troisième période.

Il a non seulement repoussé toutes les autres rondelles, mais il l'a fait avec une technique sûre et toujours en contrôle de la situation, même lorsqu'il affrontait des retours de lancer, bien servi par sa rapidité.

Olaf Kolzig, pas manchot lui non plus, a enregistré son quatrième blanchissage, le sixième des Capitals. Il a surtout été occupé après le but de Nikolishine lorsque le Canadien s'est décidé à ouvrir la machine.

Pourquoi avoir attendu autant? Théodore n'a accordé que 12 buts à ses neuf derniers matchs, et il apparaît de plus en plus évident qu'il a volé le poste de numéro un à Jeff Hackett, qui pourra servir de monnaie d'échange.

Théodore est à peu près tout ce que le Canadien a montré de bon aux Capitals, la seule équipe toujours invaincue au Centre Molson, où sa fiche est de 7-0-1.

Le Canadien a par ailleurs trouvé le moyen d'avoir un nouveau blessé bien assis sur le banc, lorsqu'une passe de Brisebois déviée par le bâton de Juha Lind a atteint Jason Ward près de l'œil droit, à la deuxième période. La recrue n'est pas revenue au jeu.

Chapeau aux Capitals

Le Canadien était plus d'humeur à rendre hommage aux Capitals de Washington qu'à critiquer son jeu incohérent après la défaite.

'J'ai réalisé ce soir pourquoi ils sont l'équipe de l'heure dans la Ligue nationale (14-2-4). Ils jouent tellement bien avec ou sans la rondelle. Leur poursuite de la rondelle est remarquable, et il ne donnait pas beaucoup d'espace sur la patinoire', a commencé par dire Alain Vigneault en vantant spécialement le jeu de ses rivaux le long des bandes.

'Nous n'avons pas généré beaucoup d'attaque au cours des deux premières périodes, a convenu l'entraîneur. J'ai changé les trios et nous avons fait un peu mieux à la troisième. Ce n'était pas par manque d'effort. Peut-être que certains de nos joueurs n'étaient pas au niveau où ils pourraient être, mais eux sont vraiment au sommet de leur art dans les deux zones.'

Le match a été serré comme les deux équipes devaient s'y attendre, a encore dit Vigneault: *'Mais eux ont quand même été en mesure de générer de bonnes occasions de marquer et Théodore a été excellent.'*

'De notre côté, nous n'étions pas en mesure de nous rendre au filet. Ce n'était pas un manque de travail, ils étaient tellement efficaces. On a eu quelques occasions après le but, quand nos défenseurs se sont impliqués un peu plus, mais ce n'était pas assez. C'est vraiment Théodore qui nous a tenus dans le match (...). C'est pas pour rien qu'ils sont présentement la meilleure équipe de la Ligue nationale, offensivement et défensivement.'

'C'est une des meilleures équipes de la ligue, ne cessait de répéter Théodore. Et si on peut rester aussi près d'une équipe comme ça, c'est bon signe.'

'Peut-être que notre jeu de puissance aurait pu mieux fonctionner (0-en-4 et avantage de deux joueurs bousillé), mais moi je suis là pour arrêter les rondelles. On les a bien contenus mais on a eu une punition...'

Andrei Nikolishine a marqué le seul but du match après la fin d'une punition à Patrice Brisebois, qui a frappé un adversaire par derrière. *'Je pense que c'est ma troisième punition depuis mon retour, s'est-il défendu',* néanmoins conscient de ce qu'il avait causé. *'Ce sont des choses qui arrivent.'*

Mais pourquoi le Canadien ne s'est-il pas lancé à l'attaque plus tôt? *'Peut-être parce qu'ils nous en empêchaient. C'est une bonne équipe',* a répondu Théodore.

'Tant et aussi longtemps qu'il n'y a pas de but, il ne faut pas prendre de chance, et l'autre équipe pense de la même façon', a pour sa part expliqué Brisebois. *'Après leur but, il faut prendre des chances et s'ils réussissent un autre but, le monde va crier après nous. C'est comme ça.'*

Ken Griffey fils passe aux Reds et décroche la Lune

Le baseballeur touchera 116,5 millions pour jouer pendant neuf ans dans sa ville natale

ASSOCIATED PRESS

Cincinnati — Le fils est de retour à la maison. Après trois mois de négociations ardues, les Reds de Cincinnati ont réuni Ken Griffey fils à son père dans sa ville natale en cédant quatre joueurs aux Mariners de Seattle. La prolongation de contrat que Ken Griffey a acceptée hier se chiffre à 116,5 millions pour une durée de neuf ans, ce qui fait du nouveau membre des Reds le joueur de baseball le mieux payé de l'heure.

Pendant que Griffey fils quittait la Floride à destination de Cincinnati, des partisans des Reds klaxonnaient dans les rues, installaient des affiches pour lui souhaiter la bienvenue et louangeaient l'échange des Reds le plus apprécié depuis celui qui leur avait permis de rapatrier Pete Rose en tant que joueur-gérant en 1984.

'À Cincinnati, son nom a la même résonance que celui de Pete Rose, a souligné un des instructeurs des Reds, Ron Oester, un ancien joueur des Reds qui est originaire de Cincinnati. Cela démontre toute la grandeur qu'il a aux yeux des partisans de Cincinnati.'

Généralement considéré comme le joueur le plus complet dans le baseball, Griffey fils, 30 ans, menace de briser un jour le record de 755 circuits de Hank Aaron. Le frappeur gaucher a déjà claqué 398 circuits et il a été choisi dans l'équipe du siècle l'automne dernier.

C'est peut-être la première fois qu'un tel joueur étoilé est échangé au sommet de sa carrière. Babe Ruth, Rogers Hornsby et Frank Robinson sont les autres noms qui viennent à l'esprit.

Cincinnati est le seul endroit où voulait jouer le voltigeur de centre qui a été choisi à 10 reprises dans l'équipe d'étoiles. Et à l'ouverture du camp d'entraînement, il arborera maintenant le «C» des Reds sur sa casquette.

Le lanceur Brett Tomko et le voltigeur Mike Cameron ont été cédés aux Mariners en retour de Griffey fils ainsi que deux joueurs des ligues mineures, le joueur de champ intérieur Antonio Perez et le lanceur droitier Jake Meyer. *'C'est à peu près comme avoir été échangé en retour de Jordan',* a dit Tomko.

Griffey fils, en effet, est peut-être le Michael Jordan de son sport. Il n'est donc pas surprenant que les Mariners rechignent tant à l'idée de se départir de ses services.

'Nous espérons qu'il choisira de faire son entrée au Temple de la renommée en tant que Marinier, a dit le président de l'équipe, Chuck Armstrong. N'eût été de lui, nous n'aurions peut-être pas de baseball ici et nous n'aurions peut-être pas eu le Safeco Field.'

Faramineux contrat refusé

Les Mariners, cependant, entretenaient peu d'espoir de retenir les services de Griffey fils



Ken Griffey fils rigolait déjà avec son papa lorsqu'il portait le chandail des Mariners. Ce n'est pas le contrat accepté hier qui lui fera perdre cette bonne humeur.

après cette saison. Il pouvait devenir autonome et il avait indiqué qu'il voulait se rapprocher de son domicile en Floride.

Éventuellement, il devait réduire la liste des équipes de son choix à une seule, Cincinnati. C'est là qu'il a grandi en jouant dans le vestiaire alors que son père, Ken, était un des rouages importants de la grosse machine rouge. Ken père est maintenant l'adjoint du gérant sur le banc des Reds et il est le candidat pressenti pour succéder éventuellement au gérant Jack McKeon.

Griffey fils a rejeté une prolongation de huit ans d'une valeur de 148 millions \$ avec les Mariners l'été dernier et les pourparlers avec les Reds s'étaient intensifiés lors des assises d'hiver, en décembre. En cours de route, Griffey fils a refusé d'être échangé aux Mets de New York. Mardi, il semblait bien que l'échange entre les Mariners et les Reds n'allait pas se réaliser en raison des préoccupations financières des Reds, qui ne pensaient pas pouvoir se payer ses services au delà de la saison 2000, la dernière année de son contrat.

Impasse dénouée

Les Mariners ont dénoué l'impasse en donnant la permission à son agent Brian Goldberg de parler aux Reds, un geste qui pourrait avoir violé les règlements du base-

ball contre le maraudage. Assurés que Griffey fils accepterait moins pour jouer dans sa ville natale, les Reds sont alors allés de l'avant et ont complété un échange impliquant cinq joueurs mercredi soir. Ils ont ensuite demandé au bureau du commissaire un délai de 72 heures pour négocier une entente à long terme avec Griffey.

L'échange n'implique que Cincinnati et les Mariners. Il s'agit du premier geste d'éclat posé par le nouveau propriétaire Carl Lindner depuis qu'il a acheté les Reds de Marge Schott, l'automne dernier. Des supputations voulaient qu'un échange à trois équipes soit effectué, incluant Anaheim.

Griffey fils présente une moyenne de .299 en carrière. Il totalise 1,152 points produits en 11 saisons avec les Mariners. Il a remporté le Gant d'or à sa position à 10 reprises.

Avec l'acquisition de Griffey fils, le haut du rôle des frappeurs des Reds sera redoutable. Il sera entouré de Barry Larkin, Sean Casey et Dante Bichette, qui a été obtenu des Rockies du Colorado en octobre.

L'acquisition de Griffey fils par les Reds regroupera maintenant dans la section Centrale de la Ligue nationale les trois grands frappeurs de puissance du baseball. Mark McGwire fait partie des Cards de St. Louis et Sammy Sosa évolue avec les Cubs de Chicago.

Mauresmo essuie une gifle

Paris (AP) — Annoncée l'an dernier comme le nouveau prodige du tennis féminin français, Amélie Mauresmo a pris une gifle hier, en étant éliminée au deuxième tour du huitième Open Gaz de France par Sarah Pitkowski, la joueuse de poche des Tricolores.

Menée 0-6 au bout de 20 minutes de jeu,

la tenante du titre, l'Américaine Serena Williams, tête de série et quatrième mondiale.

Appelée par Yannick Noah dans l'équipe de Fed Cup pour insuffler son dynamisme, la petite droitrière blonde de 1,60 m avait sauvé son équipe tenante du titre au premier tour de l'épreuve en 1998 face à la Belgique, en dominant Sabine Appelmans en trois sets.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

	G	P	N	NR	Bp	Bc	Pts
Toronto	30	19	6	3	166	145	69
Ottawa	25	19	9	2	141	133	61
Boston	18	22	15	4	143	154	55
Buffalo	23	25	7	1	137	140	54
Montréal	18	28	7	3	117	131	46

Section Atlantique

New Jersey	34	15	6	4	174	129	78
Philadelphie	27	16	10	1	156	123	65
Pittsburgh	24	25	4	5	168	157	57
NY Rangers	23	24	8	3	155	152	57
NY Islanders	14	34	6	1	121	180	35

Section Sud-Est

Floride	31	18	4	3	166	128	69
Washington	26	18	9	1	144	130	62
Caroline	22	25	8	0	138	152	52
Tampa Bay	12	35	6	6	138	202	36
Atlanta	11	36	6	4	117	194	32

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

St. Louis	34	15	6	0	167	114	74
Detroit	32	17	6	1	185	145	71
Nashville	20	29	6	5	146	169	51
Chicago	18	28	7	2	151	168	45

Section Nord-Ouest

Colorado	21	8	1	150	141	61	
Edmonton	20	22	13	7	153	145	60
Calgary	23	25	6	3	132	159	55
Vancouver	16	27	10	6	137	160	48

Section Pacifique

Dallas	30	19	5	2	131	117	67
Phoenix	29	19	6	1	161	142	65
San Jose	23	28	7	7	157	150	60
Los Angeles	24	27	7	3	168	155	58
Anaheim	23	25	8	1	144	148	55

Hier

Detroit 2	St. Louis 0
Washington 1	Montréal 0
Edmonton 3	Philadelphie 2
N.Y. Islanders 5	Tampa Bay 4 (P)
Buffalo 2	Nashville 1 (P)
Calgary au Colorado	

Aujourd'hui

Floride à Ottawa, 19h
Boston à N.Y. Rangers, 19h
Edmonton à Pittsburgh, 19h30
San Jose à Atlanta, 19h30
Dallas à Los Angeles, 21h30

Demain

Buffalo à Philadelphie, 13h
Floride à Boston, 19h
Vancouver à Toronto, 19h
Ottawa à Montréal, 19h
Pittsburgh à N.Y. Islanders, 19h
Chicago à Atlanta, 19h
Caroline à Tampa Bay, 19h30
Anaheim à St. Louis, 20h
Washington à Nashville, 20h
Calgary à Phoenix, 22h

SOCCER INTÉRIEUR

ASSOCIATION AMÉRICAINE

Section Est

	V	D	Moy.	Diff.
Baltimore	17	10	.630	—
Philadelphie	12	13	.480	4
Harrisburg	10	16	.385	6 1/2

Section Centrale

Montréal	15	11	.577	—
Buffalo	13	13	.500	2
Cleveland	13	15	.464	3

ASSOCIATION NATIONALE

Section Nord

Milwaukee	19	7	.731	—
Edmonton	14	9	.609	3 1/2
Detroit	12	16	.429	8

Section Midwest

Kansas City	11	12	.478	—
Wichita	13	15	.464	1/2
St. Louis	7	19	.269	5 1/2

Hier

Edmonton à Kansas City

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

I.N.D.E.X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

CARTIERVILLE, Canadienne, 4 ch. 9 pces, 2 s.b. cuis. rénove, foyer, solarium, gar. 355.000 \$ (514) 334-2637

N.D.G., beau grand duplex semi-détaché, s.s. fini. Impeccable, métro. 278.000\$. Agent s'abstenir. 486-4195.

PONTE ST-CHARLES, cottage attaché (const. 1885), 1300 pi. ca., 3 chambres, intérieur d'époque: plâchers de pins, boiserie, murs de briques, terrasse et joli jardin. 129.000\$ tél: (514) 937-5225

ROSEMONT, pour professionnel. Triplex de luxe, boiserie, impeccable. 1 x 13 1/2, 2 x 7 1/2. Revenu potentiel: 41.520\$. Prix: 375.000\$. 728-2004.

120

LAURENTIDES

PRÉVOST, domaine. 4 cc. 2 s. de b., foyer, piscine, tennis privé, 1 km de Fau-tourte. Superbe paysagé. 158.600\$. (450) 224-9616.

130

MAISONS DE CAMPAGNE

3 Maisons centennaires, pièces sur pièces démontées numérotées avec plancher en pin, chevron, etc. inf.: Donald (450) 752-0909

ST-ANTOINE-SUR-RICHELIEU site exceptionnel, 60.000 p.c. y compris bord de rivière, centenaire rénove, 2.100 p.c., 3 cc., 1 1/2 s. de b., solarium, toit cathédrale, foyer, pac, étang, paysager. 179.000\$. (450) 787-2922.

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

À LOUER POUR LE 1^{er} MAI 2000 Grand 4 1/2 à Boucherville incluant locer, salle de lavage et lave-vaisselle fournis. Près des services, très propre. Pour informations: (450) 449-7707

AHURISSANT 1 A vous d'en profiter. 4 1/2, 5 1/2 rénove, chauffés eau chaude, poêle, frigo, lave-vaisselle, laveuse, sècheuse. A partir de 450\$. 683-4066.

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

COTE-DES-NEIGES, rue LaCombe, près hôpital St-Mary's, bas duplex, 7 1/2, 1.500\$ chauffé. 739-8018.

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de celui de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

MÉTRO CÔTE-VERTU, 5^e ét., h-duplex, rénove, 700 \$ chauffé. Disp. avit. 744-9631

N.D.G. adjacent, 5 1/2, r. de c., boiserie, beaucoup de cachet, solarium, balcon, accès cour, lav/séch au s.s. 995\$chauffé. 481-3114 (repreneur).

OUTREMONT ADJ., 2 pas U de M, grand 7^e ét., 4 ch., 1 400 \$ m (chauffé). Stat. Disp. juin. 948-8862

OUTREMONT ADJ., près U de M, libre 8 1/2, 4 cc., haut duplex, foyer, bois franc, cuisine rénove, garage, 1.500\$ chauffé. 739-1954.

ROSEMONT près CEGEP Maison-neuve, 4 1/2, 2e. pl. bois, porte patio balcon, poêle/frigo. 460\$ (450) 585-0882 pm

170

HORS FRONTIÈRES À LOUER

À PARIS XV^e 2^e *** près Tour Eiffel. Moderne. Confortable. Asc. 514-495-3021

170

HORS FRONTIÈRES À LOUER

*** PARIS *** XVe, superbe appart., 3 1/2, meublé ancien, 1 équipé, pour 2-4 pers., parc. Disp. sem.mois. (450) 968-0262

PARIS XIXe, près de La Villette, 2 pièces,

LE DEVOIR

CULTURE

SPECTACLES

La relève se lève à l'est

Sylvain Cormier



C'est au Zest, petite salle perdue en pleine zone industrielle de l'Est montréalais, rue Bennett, entre Hochelaga et Ontario, qu'il fallait être lundi soir. Et c'est effectivement là qu'étaient pas loin de 400 convaincus, bourrant comme une pipe un lieu sympathique mais désormais incapable de contenir un tel événement. L'événement? La finale des Francouvertes, vaillant petit concours parti de presque rien et devenu en cinq ans la plus intéressante et démocratique voie d'accès à l'industrie du disque et du spectacle pour les groupes, chanteurs et chanteuses en tous genres.

C'est la marque de commerce du concours: ne pas en avoir. Alors que les concurrents de Granby, Petite-Valée et Ma première Place des Arts font le plus souvent dans la chanson chansonniers, que le Polliwig se cantonne dans le rock hardcore, le punk et autres bruits extrêmes, que L'Empire des futures stars se cherche un avenir, les Francouvertes ont plus que jamais les coudees franches. On en jugeait plus qu'avantageusement par l'affiche de lundi: rarement a-t-on vu en lice dans un même concours des finalistes aussi foncièrement distincts et originaux, chacun digne de mériter la palme dans son créneau. Je n'aurais pas voulu soupeser les mérites relatifs des concurrents au sein du jury de l'industrie. Ni même faire partie du public votant (dont l'opinion comptait pour 60 % de la note): les gens avaient certes leurs favoris, mais n'en appréciaient pas moins bruyamment les autres artistes en présence.

Pensez donc: l'assemblée devait trancher entre les performances d'un auteur-compositeur-interprète et deux groupes qui ne se recoupaient d'aucune façon, n'offrant pas le moindre point de comparaison. Il y a d'abord eu Gaétan Lebeuf, chansonnier de facture pas du tout traditionnelle, qui avait entouré ses créations d'une drôle de musique de chambre à base de bois, de vents, de percussion et de bandes enregistrées. Ses mélodies dérivantes (*La Peur à toute vapeur, Il pleut sur la terre*) n'ont pas fait l'unanimité mais lui ont sans doute gagné d'indécrottables admirateurs. Suivaient les Cowboys Fringants, une irrésistible bande de country-folk-trash bonne à faire durer la party toute la nuit, mais aussi à faire réfléchir entre deux westerns-rigodons frénétiques. Ils n'étaient pas venus seuls: une horde de fans était disséminée dans tous les coins du Zest pour entonner les refrains de ses *Marcel Galarneau, Maurice au bistrot* et autres *Banlieue*: il régnait comme qui dirait une sacrée ambiance, qui sentait furieusement la victoire...

C'est dire à quel point Loco Locass a impressionné: le trio hip hop à litté-

ralement arraché la première place aux Fringants, frappant de plus en plus fort à chaque titre, s'adjoignant musicien après musicien jusqu'à remplir la scène en un crescendo puissant et gagnant. On ne pouvait pas non plus nier l'impact des textes: ces types-là ont le verbe alerte et urgent.

Aux meilleures années de L'Empire, je n'avais jamais eu autant l'impression d'assister à l'émergence d'artistes non seulement capables mais déjà en train de renouveler le paysage ambiant de la chanson d'ici. Si le processus de sélection de L'Empire éliminait souvent en cours de concours les groupes les plus inclassables, on célébrait au Zest la différence. L'organisation des Francouvertes, pour avoir grandi sans grand tapage publicitaire, plus près de l'esprit communautaire de CIBL que des impératifs commerciaux de CKOI, récoltait lundi ce qu'elle a semé. Un vrai travail de terrain.

Dans le dalot

On ne niera pas l'importance d'offrir à des artistes moins connus la fenêtre promotionnelle des premières parties de spectacles majeurs. Mais force est de constater qu'il n'est pas toujours bon de se faire voir dans des vitrines aussi grandes, là où de plus modestes lucarnes auraient convenu.

Deux exemples récents. Découvrir Eva Marchal, nouvelle recrue de Warner France, en lever de rideau de Francis Cabrel au gigantesque Centre Molson la semaine dernière, c'était pire qu'un coup dans l'eau: on est reparti avec une mauvaise impression qu'on n'avait pas avant, alors qu'un simple show-case dans un café aurait amoindri les attentes. Même parrainée par Cabrel, la jeune chanteuse n'était certes pas une Isabelle Boulay en puissance, mais une sorte d'Axelle Red junior, dont le filet de voix et les minauderies étaient cruellement dénoncés sur l'immense scène.

Valable singer-songwriter au demeurant, Beth Orton était pareillement hors d'ordre en ouverture du spectacle de Beck au CEPSUM, mercredi dernier: l'approche finement acoustique et le timbre délicatement plaintif de la chanteuse se perdaient carrément dans la grande caverne de l'UdeM. On comprend que Beck l'apprécie et veut l'encourager: nous aussi. Qu'il lui offre sa propre tournée, en ce cas: aller la voir un soir au Cabaret du Musée Juste pour rire aurait été autrement avantageux.

Compressions à la CBC

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Nouvelle vague de compressions à Radio-Canada/CBC: les services anglais de la chaîne publique devront mettre à pied 173 employés à la télévision et à la radio anglaise. Aucun chiffre n'a circulé hier concernant d'éventuelles compressions au réseau français, mais la direction de Radio-Canada a confirmé que des postes allaient être abolis bientôt.

Au réseau anglais, le chiffre de 173 pertes d'emplois a été confirmé par la direction de CBC: 145 postes à la télévision (des mises à pied effectives en juin prochain) et 28 postes à la radio (mises à pied effectives dès le mois de mars). Le vice-président du réseau anglais de CBC, Harold Redekopp, a déclaré hier qu'il s'agissait de la première étape d'un processus à long terme de transformation de la CBC et on peut prévoir d'autres mises à pied dans les prochains mois.

Pour la seule télévision anglaise, on parle d'un manque à gagner de 23 millions. La plupart des employés mis à pied travaillent à Toronto. Le Syndicat des communications, du papier et de l'énergie qui représente les techniciens anglophones de Radio-Canada (101 des 173 employés visés hier par les mises à pied se situent dans ce groupe d'employés) était en colère hier et il accusait la direction de CBC d'être «une bureaucratie suffisante et trop lâche pour demander des fonds supplémentaires au gouvernement».

Panique

Dans les services français, aucune annonce officielle n'a été faite hier, mais les compressions dans les services anglais ont suscité une telle panique que les deux dirigeants des services français, Michèle Fortin pour la télévision et Sylvain Lafrance pour la radio, ont émis une note interne à tout le personnel de Radio-Canada pour essayer de calmer le jeu.

Les deux vice-présidents expliquent que la situation à la

radio et à la télévision française «diffère de ce que vivent nos collègues des médias anglais», allusion au fait que les compressions devraient maintenant frapper le réseau anglais puisque le réseau français a fait sa part ces dernières années.

Mais les deux dirigeants confirment également que des compressions s'en viennent dans les services français. «Nous devons en cours d'année prendre des décisions de gestion touchant l'ensemble de nos services respectifs et qui se traduiront par différentes mesures de restriction dont, malheureusement, l'abolition de certains postes et le non-renouvellement de certains contrats», écrivent-ils. Impossible pour le moment de mieux préciser la situation au réseau français.

À la direction de Radio-Canada, on affirme que très peu de postes seront touchés. Mais au Syndicat des communications de Radio-Canada, on affirme avoir reçu hier plusieurs informations indiquant des compressions importantes dans plusieurs émissions. Et l'addition de toutes ces informations indiqueraient l'abolition possible de plusieurs dizaines de postes.

La situation actuelle est liée à la fois à l'augmentation des coûts de production ainsi qu'au gel de la subvention gouvernementale. Rappelons également que, depuis l'année dernière, chaque service a reçu l'ordre d'aller chercher «2 % de productivité» dans son budget, ce qui signifie trouver des façons de réduire les dépenses d'ici la fin de l'année (l'année financière se termine le 31 mars).

Par ailleurs, on a proposé il y a quelques semaines à Radio-Canada une amélioration du programme de retraite volontaire, et ceux qui veulent se prévaloir des nouvelles conditions ont jusqu'au 1^{er} avril pour le faire. L'ampleur des compressions au réseau français dépendra aussi du résultat de cette opération de mises à la retraite.

Depuis 1995, Radio-Canada/CBC a retranché plus de 3000 postes au pays à cause de très importantes compressions décrétées par le fédéral.

O P É R A

Pressentiment de réussite possible

CHANTS LIBRES

Alain Thibault: *Lulu, le chant souterrain*, opéra-techno en un acte, livret de Yan Muckle. Lulu: Pauline Vaillancourt (soprano); Dr. Schön-Jack l'éventreur: Paul Savoie (rôle parlé). Mise en scène: Wajdi Mouawad; scénographie: David Gaucher; éclairages: Axel Morgenthaler. Usine C, le 10 février 2000. Reprise les 11, 12, 15, 16 et 19 février.

FRANÇOIS TOUSIGNANT

En le strict état des choses, *Lulu, le chant souterrain*, la plus récente production de la compagnie Chants Libres, se révèle un brillant accomplissement. Il ne faut pas confondre cette notion avec celle de chef-d'œuvre ou de totale réussite, mais force est d'admettre qu'il y a, dans ce nouvel opéra d'Alain Thibault, plus que matière à réflexion.

Le sujet est une contraction des ouvrages de Wedekind encore plus immédiatement réductrice que ce que Berg en a réalisé. Si le livret de Yan Muckle est bien ficelé et permet les retours psychologiques et temporels typiques de l'univers wagnérien — qui ouvrent la porte à une utilisation de leitmotivs pas toujours discrets dont ne s'est pas privé Thibault — il pêche par une trop grande servitude aux préables freudiens des relations sadomasochistes, une réalité bien actuelle. L'écriture aurait aussi pu être plus travaillée: la place qu'y fait le compositeur par sa large utilisation du genre mélodrame offre au librettiste l'espace pour briller, espace qu'il ne s'approprie pas pleinement.

La musique est plus problématique. On se trouve sur le direct fil central entre des avortons d'opéras rock à la Notre-Dame de Paris et les ambitions américaines à renouveler sincèrement un genre en l'approfondissant. Le meilleur reste ces grandes plages d'ostinatos dignes de party rave sur les

quelles, contrairement à ce qu'on aurait pu préjuger, une certaine intensification de la psyché des protagonistes s'incarne. Le pire, c'est l'usage facile de formules déjà toutes faites, comme de gestes d'ailleurs, qui se mettent à tourner à vide.

Même là pourtant, malgré l'ambition populaire un peu restrictive, on ne peut nier une certaine efficacité, voire admirer l'originalité de divers traitements, manipulations de la voix chantée, sans oublier un sens souvent efficace du déroulement du temps musical.

La scénographie est du même ordre. Un escalier à la Escher encercle une «estrade» sur laquelle se déroule le drame, home de Lulu. L'escalier, lui, est le domaine de Jack, qui y court et y court à n'en plus finir avant de pénétrer l'univers clos de la dévastation par la violence libidinale de la perversion (bien discrètement et pudiquement mis en scène par Mouawad). Certaines images sont crues, pas grossières, d'autres assez ordinaires, mais parfois efficaces (comme par exemple la symbolique appropriation de la tenue de Lulu par Jack).

Plus que de la mise en scène cependant, c'est de la mise en place, au bon sens du terme. Mouawad s'est soumis au sujet, ce qui l'empêche dans trouver la transparence intérieure comme la transcendance théâtrale. Les acteurs sont laissés un peu à nu.

Des éclairages techniquement plus au point auraient probablement aidé. En ce domaine aussi, l'imagination a sa part de bel et efficace symbolisme, comme cette scène où, séparés par un rai rectangulaire, Lulu et Jack s'approchent au fur et à mesure que le jet lumineux s'étire entre eux et qu'une fois arrivé l'instant de l'étreinte, ils soient dans le noir.

Sans en faire une ouverture avec cet opéra-techno, on regrette encore plus que l'accomplissement n'arrive pas à se finaliser. Le potentiel, vibrant, exige encore plus d'avancée et de front pour s'épanouir. Malgré tout, cette Lulu laisse tristement un peu tiède par sa peur de la violence exposée.

Commission parlementaire

Silence et grognements

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Alors qu'il témoignait devant la Commission sur la culture, le Mouvement des arts et des lettres (MAL) a déploré le silence du gouvernement au sujet de ses demandes d'aide financière répétées à plusieurs reprises au cours des dernières semaines.

Le MAL a également déploré que le Conseil des arts et des lettres (CALQ) se contente d'exiger une hausse de 30 millions de ses budgets annuels. Le Mouvement en réclame 15 de plus, ce qui ferait passer les budgets du CALQ de 45 à 90 millions.

«Jusqu'ici, le gouvernement n'a pas fait connaître sa position par rapport aux demandes du MAL et nous en sommes inquiets», a déclaré mercredi soir Lorraine Vaillancourt, présidente du Conseil québécois de la musique, une des porte-parole du MAL devant la Commission sur la culture, qui a terminé ses travaux hier. La grande coalition du MAL, formée l'automne dernier, regroupe presque toutes les grandes associations d'artistes professionnels au Québec.

«Vous demandez 45 millions. Le CALQ demande 30 millions. Qui a raison?» a lancé la députée Line Beauchamp, critique libérale en matière culturelle. «Nous!» a envoyé Lorraine Vaillancourt. «Nous sommes très déçus que le CALQ n'ait demandé que 30 millions pour son budget 2000-01; c'est trop peu», a ensuite expliqué la directrice du Nouvel Ensemble moderne. «[...] Accepter notre demande ne ferait après tout que faire passer le soutien de l'État à 0,002 % du budget du gouvernement. La somme est importante, certes, mais si l'État avait augmenté graduellement le financement des arts et des lettres au cours des cinq dernières années, notre demande d'aujourd'hui aurait été plus modeste.»

De son côté, le député péquiste Léandre Dion, adjoint parlementaire de la ministre de la Culture, a reconnu le «problème fondamental» de manque de fonds. «Je pense qu'il y a intérêt, de la part des députés et, évidemment, c'est bien sûr, de notre ministre, d'aller chercher plus d'argent dans le trésor public pour pouvoir mieux appuyer votre travail.»

La déclaration a fait sursauter les moins du MAL. «C'est pour moi un peu une surprise d'entendre que, effectivement, l'intention est de majorer le budget du CALQ, parce que ce n'est pas un discours que moi, personnellement, j'ai entendu», a alors commenté Lorraine Vaillancourt. Le député Dion s'est finalement excusé d'avoir laissé cette impression. «Les annonces viendront en temps et lieu», a-t-il corrigé.

À LA TÉLÉVISION

CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRC	Ce soir		C'est juste une farce!	Catherine	La Fureur/ McMaster & James, La Chicane		Zone libre/ L'Enfer en Sierra Leone		Le Téléjournal/Le Point		Nouvelles du sport	Cinéma / LE POINT CRITIQUE (5) (23:28)	
TVA	Le TVA	Piment fort	J.E. Fraude à Centraide		Cinéma / BUDDY (5) avec Rene Russo, Robbie Coltrane				Le TVA	Nikita		Sports	Cinéma (0:02)
TO	Macaroni tout garni	Ace London	Les Choix de Sophie	Francis-tireurs	Droit de parole		Ciel! Mon Pinard / Le Chocolat		Cultivé et bien élevé	...chansons	Les Choix de Sophie	Cinéma / WESTERN (4) avec S. Lopez, S. Bourdo	
TQS	Le Journal (17:00)	Flash	La Porte des étoiles		Xena la guerrière		Scènes de crime	Le Grand Journal	La fin du monde...	110%	Phantasmes	Flash	Sexe et Confidences
RDI	Euronews	Capital...	Le Monde ce soir		Rêves... d'un jeune aveugle		Le Journal	Scully RDI	Branché	Canada auj.	Canada auj.	Canada auj.	Téléjournal
TV5	Chiffres...	D.	FR2	Thalassa		Faut pas rêver		Lignes de vie		Jrnl belge	Jrnl suisse	Soir 3	Jrnl TV5
D	Contact Animal		L'Égypte: l'âge d'or		Les Procès chocs		Nouveaux Détectives		Twin Peaks		Cinéma / MARIO (3) avec X. Norman		
VIE	Vivre...	Copines...	...libre?	...gaie	Trauma / À contre-courant		Éros et Compagnie		Sex'plique	Copines...	Médecine...	Sortie gaie	L'Hôpital...
MP	Ça passe...	Novo	Hip Hop		Décompte MusiquePlus				Bouge			Cimetière...	Clip
MX	Chic...	...chansons	Ed Sullivan	Pop up	Musicographie		Les Grands Événements / Phil Collins		Duo...		Musicographie		Pop up
CF	Zone de...	Animorphs	Sinbad / Orbite (19:45)										
TFE	Ned, triton	Sam et...	Redwall	Robin...	Mythologies	Cié et...	Simpson	Animania	Duckman	South Park	Simpson	Sam et...	Cié et...
RDS	Jex ext.	Sports 30	Mag	Mag.	Patinage artistique / Championnat canadien				Sports 30	Mag	Sports 30	La Lutte WCW	
HISTORIA	... (17:30)	L'histoire à la une	...Europe		Guerre et civilisation		Tournaments de l'histoire		Racines		L'histoire à la une		
SÉRIE+	Salle des nouvelles	Le ranch de l'espoir			Brigade des mers		La firme de Boston		Cinéma / SANS SENTIMENTS		Sexe...		
CANAL Z	L'arcade	L'édition...	...nerdz	Technofolie	Métiers...	La frontière...	Highlander: the series		Des histoires extraordinaires		Millenium		Sliders
EVASION	Prêt à partir	...dehors	...dehors	Vie de camps	Croisière à la découverte...	L'hiver...	Pignon sur...		Vidéo guide		Prêt à partir (R)		
TFO	Les Yeux...	Voit	Panorama		Bouillon de culture		Cinéma / SANS PEUR ET SANS REPROCHE (21:10)				Panorama		Voit
CBC	NewsWatch		This Hour	...Laughs	...Air Farce	Red Green	...for a Cowboy		The National / CBC News		National...	News	Cinéma
CTV (Mont)	Pulse		Access H.	Kids...	Power Play		The City		Nash Bridges		CTV News	Pulse	... (0:01)
GBL	News	Nat. News	Ready...	E.T.	That '70s...	Bob &...	Greed		20/20		Outer Limits		South Park
TVO	Stuff	Mechanics	Immunity	...Aircraft	Studio 2		The Moonstone (2/2)		TVO Mystery (1/4) (22:05)		Studio 2		Cinéma
ABC	News	ABC News	Judge Judy	Frasier	Boy Meets World		Sabrina...	Hughleys	20/20 Friday		News	... (23:35)	Politi. (0:06)
CBS	News		CBS News	E.T.	Kids Say...	Cosby	Now & Again		Nash Bridges		Late Show (23:35)		
NBC	News	NBC News	Jeopardy	Wheel...	Providence		Dateline NBC		Law & Order		The Tonight Show (23:35)		
FOX	Caroline...	Home...	Drew Carey	3rd Rock	Wildest Police Videos		Greed		Charmed		Drew Carey	Star Trek: Voyager	
PBS (Mont)	NewsHour		Hockey / Un. Vermont - Harvard				Week in...	Wall Street			Night. Bus.	Masterpiece Theatre	
PBS (Plat)	BBC News	Night. Bus.	NewsHour		People Near	Scully	Mystery! / Touching Evil (4-5/6)		BBC News		Charlie Rose		
CTV (Coré)	News		Wheel...	Jeopardy	Power Play		The City		Law & Order: SVU		CTV News	News	Open (0:05)
A&E	L.A. Law		Law & Order		Biography: Sal Mineo		Investigative Reports	Poirot	Law & Order		Biography		
BRAVO	Brian Setzer		Videos	StarTV	Scanning...	Telescope	Cinéma / DEADLY ADVICE (5) avec Jane Horrocks		Beggars and Choosers				
DISCOVERY	How'd they do that?		@discovery.ca		Wild Discovery: Big Tooth		The Nature: Memory	Tribes and Civilizations	@discovery.ca		Wild Disc.		
HISTORY	It Seems...	The Way...	Mansion	...Seeds	It Seems...	Royal...	Cinéma / THE KING AND I (4) avec Deborah Kerr, Yul Brynner		Kerr, Yul Brynner		Cinéma		
NEWSWORLD	BBC News	Bus. News	NewsWorld Reports		Pamela Wallin & Company		The National	Hot Type	On the Arts		The End		National
SHOWCASE	Madison	Red Dwarf	Degrassi...	Liberty...	Friday the 13th: The Series		Hitchhiker	Strangers	Oz		Red Shoe Diaries (23:10)		... (0:24)
LEARNING	Bob Vila's Home Again		Trauma Center		Police, Carera, Action!		Ancient Technologies	Mysteries of the Bible	Police, Carera, Action!		Ancient...		
LIFE	Good Dog	Pet Project	Images		Real Families	Weird...	Extra	Shiver	TV Guide	...Dinner?	Eros		Extra
TSN	Record	Sportsdesk	...Hockey	Strong.	Boxing / Mike Tyson		ESPN Boxing / Combats impliquant des femmes		Sportsdesk				
SPORTSNET	Sports	Last Word	Hockey / Panthers - Sénateurs				Sportscentral		Lacrosse / Rochester - Toronto				
YTV	Uh Oh!	Sailor...	Powerpuff	Daria	YTV'S Hit List		Gamerz	System...	Student...		Breaker...	Beasties	...Served?
CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX

CE SOIR

Paul Cauchon

L'ÉGYPTE

Pour les fans de l'Égypte antique, et ils sont nombreux, une série sur les grandeurs de cette époque. Ce soir, on décrit particulièrement la vallée des Rois.

Canal D, 19h

J. E.

L'émission semble avoir un scoop alors qu'on aurait convaincu l'ex-directrice de Centraide Côte-Nord d'avouer à l'écran qu'elle a commis une fraude.

TVA, 19h

LA FUREUR

L'émission discothèque du vendredi soir est de retour après la grève des techniciens et elle propose, évidemment, un spécial Saint-Valentin.

Radio-Canada, 20h

DROIT DE PAROLE

Des artistes, comédiens, journalistes et producteurs se demandent s'il faut nécessairement être jeune et belle pour avoir sa place à l'écran.

Télé-Québec, 20h

ZONE LIBRE

Un reportage qu'on annonce très dur sur la guerre civile au Sierra Leone, produit par Radio-Canada, Insight News et CNN.

Radio-Canada, 21h

CIEL! MON PINARD

Spécial chocolat, quoi d'autre en cette veille de la Saint-Valentin.

Télé-Québec, 21h